



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
9 février 2016

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

HONTE À L'EUROPE DES BARBELÉS !

Il y a cinq mois, l'Europe était saisie d'émotion en découvrant la photo du petit Aylan, enfant syrien échoué sur une plage de Turquie. Depuis, trois cents enfants sont morts en Méditerranée, et dix mille errent isolés sur notre continent, livrés aux mafias, faute d'un accueil digne de ce nom.

« Devoir d'accueil », mais pas chez nous

Samedi dernier, les dirigeants européens ont sommé la Turquie de faire son « devoir d'accueil » envers les milliers de réfugiés syriens bloqués à sa frontière. Ils lui promettent trois milliards d'euros d'aide... pour parquer les migrants dans des camps, uniquement dans le but de les empêcher de rejoindre les côtes européennes. L'intérieur même de l'Europe, cet espace Schengen où la circulation des humains est soi-disant « libre », se couvre de barbelés et de murs.

Bloqués, parqués et déplacés, les migrants sont désormais rackettés par les douaniers. Ceux-ci peuvent saisir une partie des biens des migrants lors de leur entrée sur les territoires danois, suisse ou allemand. Que diraient les gouvernements européens si les pays pauvres essayaient d'en faire autant avec nos millionnaires ?

L'Allemagne, la Suède ou la Finlande s'appêtent à expulser une grosse partie des migrants arrivés en 2015, car fuir la misère n'est pas une raison valable pour être accepté sur le continent le plus riche du monde.

Le gouvernement français champion de l'infamie

Calais abrite le plus grand bidonville d'Europe. Triste record. Ils sont 4 000 migrants dans la « jungle » et 2 000 à quelques kilomètres de là, près de Grande-Synthe, à survivre dans des tentes en attendant de passer en Angleterre. L'ONU elle-même a dénoncé les conditions « alarmantes et insalubres » dans lesquelles vivent les enfants du bidonville.

Pas de quoi émouvoir les politiciens. Le Front national affiche sa haine des migrants en soutenant un général en retraite, arrêté lors d'une manifestation raciste ce week-end à Calais. Xavier Bertrand, président de droite de la région, a renchéri en demandant l'intervention de l'armée pour évacuer le

bidonville. Il est plus facile de s'attaquer aux misérables qu'à la misère !

Mais les vrais responsables de cette situation sont au gouvernement. Alors que l'Allemagne a enregistré un million de migrants en 2015, la France ne s'est engagée à en accueillir que 24 000 en deux ans. Tout est fait pour décourager les réfugiés d'y demander l'asile. La plupart traversent le territoire uniquement pour arriver en Angleterre ou en Allemagne, avant de finir parqués à Calais.

Travailleurs français et immigrés, ensemble contre « la misère du monde »

Pour justifier l'injustifiable, Valls et Hollande prétendent en substance qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Mais qu'ont-ils fait, ici, pour la combattre ?

Leur gouvernement a facilité les procédures de licenciement. Il a requis de la prison ferme contre les syndicalistes de Goodyear. Il va baisser les allocations chômage. Affamer les chômeurs n'a jamais permis de réduire le chômage, pas plus que refouler des familles qui fuient la guerre et la misère.

Contrairement à ce que prétendent les démagogues du PS, de droite et du FN, les travailleurs ne sont pas menacés par une vague d'immigration massive. Mais ils font face à une offensive du grand patronat. Ceux qui plongent les migrants dans une misère sans nom à Calais sont ceux qui orchestrent la régression sociale.

Ne soyons pas dupes. **Plus nous les laisserons s'en prendre aux migrants, plus ils se sentiront les mains libres pour s'en prendre à nos droits**, nos acquis, ce qui reste de nos conditions de vie. Face à l'offensive réactionnaire, **affirmer notre solidarité avec les migrants n'est pas un luxe. C'est renforcer la solidarité de l'ensemble du monde du travail.** Une des façons de préparer la riposte.

Vive le progrès

Les rafales de vent à plus de 100 km/h, ça fait de belles images en bord de mer. Mais sur les fenwicks, c'est le refroidissement assuré. Ce mardi entre 5h et 10h, la température devait être selon Météo-France de 7 à 8°C. Avec le vent actuel, la température ressentie équivaut à pas plus de 1°C.

C'est pour affronter ce genre de situation qu'on a inventé les blousons chauffants, branchés sur batterie électrique. D'ici à ce qu'on soit équipés, le meilleur moyen de ne pas congeler dans les fenwicks, c'est de limiter le temps passé dehors.

Les oreilles, ça se débouche

Une fois de plus, nous ne pourrions pas poser quatre semaines de congés à la suite cette année. La quatrième semaine va se retrouver saucissonnée à raison de deux jours par ci et trois jours par là. La direction fait semblant de ne pas comprendre que nos congés nous appartiennent. Tôt ou tard, il faudra bien le lui faire entendre, en débrayant tous ensemble.

Monopoly grandeur nature

Une bande de terrain de 20 000 m² bordant le périphérique va bientôt être vendue. C'est notre grand chef Carlos qui va être content, lui qui court après les économies comme s'il était au Grand Prix de Monaco.

De notre côté, on aurait préféré qu'il vende les portiques d'entrée...

On n'est pas chaud pour bosser à poil

D'autres économies nous mettent plus en pétard. Les gants en cuir, les chaussures de sécurité, les blousons chauds pour les camarades qui travaillent dehors ne sont renouvelés que tous les deux ou trois ans. Dans d'autres sites PSA, c'est tous les ans qu'on touche un nouvel équipement.

Pour limiter l'usure on va devoir modérer sérieusement nos efforts.

Nos emplois font leurs profits

La direction de PSA a annoncé la suppression progressive de l'équipe de nuit à l'usine de Poissy. À la clé plus de 740 emplois seront supprimés.

Pourtant, le groupe a engrangé 571 millions d'euros de bénéfices rien qu'au premier semestre 2015. Le gouvernement fait tout pour aider le patronat à licencier plus facilement. Il faudrait surtout interdire les licenciements !

Pendant ce temps, aux retouches...

Le plateau Retouches de PSA-Poissy a traité 700 véhicules en moins d'un mois. Le taux de « bons directs » atteint à peine 60 %. Les régleurs sont tous sur chaîne. Mais pour la direction, il n'y a pas besoin

d'embaucher.

Refusons de laisser solder nos camarades

Après la maintenance PC filée à Proservia, 360 salariés de R&D fourgués à Ségula, 400 autres d'EVN transférés à Gefco, le gardiennage de certains sites sous-traité à Securitas, PSA veut externaliser 200 salariés du service informatique DSIN.

Ces « reprises » ont pour point commun la baisse des salaires et avantages, et le risque d'être viré avec trois fois rien plus tard. Ne laissons pas faire.

Record de l'indécence battu

Un vieux bolide de course Ferrari vient d'être vendu aux enchères pour la somme historique de 32 millions d'euros.

Depuis le début de la crise, le secteur du luxe se porte à merveille et les ventes aux enchères battent des records. Ces riches qui ne savent plus quoi faire des fortunes accumulées sur notre dos sont les mêmes qui osent se plaindre du « coût du travail ».

Goodyear, un verdict qui nous révolte tous

Ils ont été condamnés à 9 mois de prison ferme pour avoir retenu leur direction dans l'usine en se battant contre la suppression d'un millier d'emplois. Les 8 salariés de Goodyear sont aujourd'hui le symbole des attaques du gouvernement et du patronat contre la classe ouvrière dans son ensemble.

Jeudi dernier, plus de 80 rassemblements de solidarité ont regroupé des milliers de manifestants. À celui de Paris, la tribune a rassemblé les salariés d'Air France poursuivis en justice, l'inspectrice du travail condamnée sur plainte du patron de Tefal – elle avait dénoncé ses tricheries – et d'autres militants .

Salariés du public comme du privé, nous sommes en butte aux mêmes repréailles du patronat ou de l'État, voire aux mêmes plans de licenciements. Nous devons entrer en lutte pour soutenir les Goodyear, mais aussi pour nous défendre tous ensemble.

C'est lui qui est « inacceptable »

Manuel Valls juge « inacceptable » la grève dans le RER parisien de jeudi dernier. En bon porte-voix de la direction de la RATP, il accuse la CGT d'avoir fomenté une grève « politique » de soutien aux salariés de Goodyear condamnés à neuf mois de prison ferme. Cela n'aurait, selon lui, aucun rapport avec les conditions de travail dans les transports.

N'en déplaise à Valls et ses amis, ce qui est « politique », c'est d'abord la répression des militants et des travailleurs qui ne font que se défendre face aux agressions des patrons. Alors oui, une grève politique dans tous les secteurs serait bien utile pour les calmer eux et leurs valets au gouvernement.